1922

MONSIEUR LE VICE-PRESIDENT DELEGUE AU PERSONNEL DONNE LECTURE DE L'EXPOSE SUIVANT,

MESDAMES, MESSIEURS ET CHERS COLLEGUES,

La Commission Mixte réunie le 2 avril 2025 a donné un avis favorable au dossier qui vous est présenté.

Les délibérations n° 1453 du 14 décembre 2016 et n° 1691 du 3 novembre 2021 ont permis de mettre en place le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) pour les agents du SITTO MAT et d'instaurer le Complément Indemnitaire Annuel (CIA) pour l'ensemble des agents du Syndicat.

Il est rappelé que le RIFSEEP concerne les agents :

- titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel (au prorata de leur temps de travail)
- contractuels relevant de l'article 1^{er} du décret 88-145 du 15 février 1988 et occupant un emploi au sein de l'établissement.

Par délibération n°.1885 du 2 octobre 2024, le nouvel organigramme du SITTO MAT a été approuvé, ainsi que la modification du tableau des effectifs créant un poste d'ingénieur principal et un poste d'ingénieur respectivement sur les fonctions de chargé de mission performances et responsable du service exploitation, collecte, tri, valorisation. Par ailleurs un poste de responsable de secrétariat général a également été créé.

En fonction des nouveaux postes ouverts dans le cadre de la modification de l'organigramme des services du SITTO MAT, les nouveaux groupes de fonctions et les plafonds associés ci-dessous sont proposés :

Catégorie A

Ingénieur Principal et ingénieur

Groupe	Emplois	A titre indicatif, montant maximal à ne pas dépasser, à répartir librement entre les deux parts	IFSE - Montant annuel	CIA – Montant maximal annuel
<i>Groupe 2</i>	Chargé de mission Performance Responsable service exploitation	47 400 €	40 290	7 110

Attaché

Groupe	Emplois	A titre indicatif, montant maximal à ne pas dépasser, à répartir librement entre les deux parts	IFSE - Montant annuel	CIA – Montant maximal annuel
Groupe 2	Responsable secrétariat général	37 800 €	32 130	5 670

Les montants plafonds sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupés sur un emploi à temps non complet.

Par ailleurs, certaines des dispositions retenues pour le maintien de l'IFSE attribué à l'ensemble des agents du Syndicat, en cas de congés maladie doivent être révisés en vertu du principe de parité entre la fonction publique d'Etat et la fonction publique territoriale.

De même que pour les agents de l'Etat, il convient de ne pas maintenir l'IFSE en cas de congé de longue durée (décret n°2010-997 du 26 août 2010). Il est proposé également, en cas de congé de longue maladie ou de grave maladie, de maintenir l'IFSE à raison de 33% la 1^{ère} année et à raison de 60% le 2^{ème} et la 3^{ème} année (décret n°2024-641 du 17 juin 2024).

Pour les autres cas d'éloignement du service (maladie ordinaire, accident de service, maladie professionnelle), le bénéfice de l'IFSE reste maintenu dans les mêmes proportions que le traitement.

Cette proposition a reçu l'avis favorable du Comité Technique du centre de gestion du Var réuni en séance le 17 mars 2025.

En conséquence, il vous est demandé de bien vouloir

- 1 - Adopter l'exposé qui précède**
- 2 - Approuver la création des groupes de fonctions et des plafonds d'IFSE et de CIA associés pour les emplois d'ingénieurs nouvellement créés, tels que détaillés dans le présent rapport, ainsi pour l'emploi d'attaché.**
- 3 – Approuver la modification des conditions de maintien de l'IFSE en cas de congé de longue durée, de longue maladie ou de grave maladie tel que définies ci-avant pour l'ensemble des cadres d'emplois et emplois bénéficiaires du RIFSEEP au sein de l'établissement.**
- 4 - Autoriser le Président à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre du nouveau régime indemnitaire**
- 5 - Dire que les montants maximums de référence de ces primes seront revalorisés lorsque les textes réglementaires le prévoiront**
- 6 - Dire que le montant des dépenses est prévu en section de fonctionnement du Budget du Syndicat chapitre 012, exercice 2025 et suivant.**

Monsieur Albert TANGUY
Secrétaire de séance

Monsieur Gilles VINCENT
Président du SITTO
Vice-Président de la Métropole TPM
Maire de Saint-Mandrier

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours contentieux formé par les personnes pour lesquelles l'acte fait grief, dans les deux mois à partir de la notification de cette délibération. Le Recours doit être introduit auprès du tribunal administratif de TOULON dans un délai de deux mois à compter de sa publication, en vertu de l'article R 421-5 du Code de la Justice Administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr